

" LA RECESSION "

Une inquiétude vient de réapparaître chez les travailleurs c'est celle du chômage. Déjà au printemps des licenciements ou réductions d'horaires touchaient tel ou tel secteur de l'économie. Depuis la rentrée, cela s'est étendu à des dizaines de milliers de travailleurs, à des secteurs de plus en plus larges dans l'ensemble de la FRANCE.

A l'arrière plan, il y a la "crise" aux USA et en G.B. dont la presse parle depuis plus d'un an. L'HUMANITE dresse chaque jour un tableau bien sombre de la situation; les syndicats et le gouvernement nous parlent d'assurance chômage; le patronat lui-même agite l'épouvantail de la crise pour obtenir du gouvernement des mesures favorables. En somme, chacun essaie de tirer le maximum de la crise avant qu'elle soit là.

Pour les ouvriers, la réalité est celle de l'usine: et non tout ce qu'on peut leur raconter. Chacun connaît un camarade ou une usine dont l'horaire a été réduit, la maîtrise commence à exploiter la situation et chacun met une sourdine à ses revendications parce qu'avec la menace de chômage, le patron redeviendra le plus fort.

Et chacun s'interroge? D'où vient cette récession? Que signifie-t-elle? Jusqu'où ira-t-elle?

D'où VIENT LA RECESSION?

Les signes les plus clairs, ceux qui sont montés en épingle par la presse c'est l'augmentation du nombre des chômeurs (encore difficile à chiffrer) la réduction des horaires, l'augmentation des demandes par rapport aux offres d'emploi, la diminution des commandes sur le carnet des entreprises, le ralentissement du taux d'expansion.

Si l'on considérait seulement ces faits, on pourrait conclure que la classe ouvrière va connaître en FRANCE des difficultés semblables à celles qui existent aux ETATS-UNIS (4 millions de chômeurs), en GRANDE BRETAGNE (300.000 chômeurs) en ALLEMAGNE de l'OUEST (400.000 chômeurs).

Mais une telle conclusion serait bien sommaire car les faits ne prennent leur sens que dans la situation particulière de la FRANCE, en regard des problèmes économiques et politiques qui se posent au capitalisme français.

L'effort d'expansion et de modernisation du capitalisme en FRANCE conduit à un déséquilibre du commerce extérieur et à une pénurie chronique de devises. L'affaire de SUEZ (Décembre 1956) rend cette crise plus aiguë. La poursuite de la guerre d'ALGERIE en obligeant à un prélèvement sur la production nationale aggrave encore cette crise. Les gouvernements cherchent alors à réduire massivement les importations, à accroître à tout prix les exportations. Pour parvenir à atteindre un "équilibre" le gouvernement prend des mesures qui tendent à créer une "crise intérieure" préfabriquée, à ralentir le taux d'expansion de la production en FRANCE.

Ces mesures sont:

- la restriction du crédit qui joue à la fois sur les dépenses d'équipement des entreprises et sur les ventes à crédit de biens de consommation (appareils électro-ménagers, voitures, etc...)

- l'abaissement du pouvoir d'achat par la hausse des prix; de fait dès le premier semestre 1958, il y a un fléchissement du pouvoir d'achat qui s'était à peu près maintenu jusqu'alors; cette "pause sociale" s'est précisée depuis la venue de DE GAULLE.

- suppression de certains crédits budgétaires, par suite de l'accroissement des charges militaires (construction, travaux publics, dépenses d'investissement de certaines grandes sociétés nationales).

Le processus cherché par ces mesures fut long à se déclencher, à la fois parce qu'elles ne sont jamais à effet immédiat, mais aussi pour des raisons propres à l'économie française à ce moment:

- la guerre d'ALGERIE d'une part écartait de la production au moins 200.000 salariés et d'autre part maintenait une certaine activité dans certains secteurs (armement, textiles).

- Si le pouvoir d'achat des salariés baissait, celui d'autres secteurs s'accroissait (agriculteurs, intermédiaires) ce qui tendait à main

tenir l'équilibre général.

- Dans le même temps, le capitalisme français se trouvait contraint de poursuivre son effort de modernisation et d'équipement et pouvait le faire sans trop avoir recours au crédit, par un auto-financement des investissements: ce qui explique l'essor de la production, notamment celle des biens d'équipement, essor qui n'a marqué un ralentissement que tout récemment.

- Cette modernisation s'est poursuivie à travers une décentralisation et des reconversions qui pouvaient masquer le ralentissement d'autres secteurs. Parallèlement, la productivité augmentait rapidement et croissait plus vite que le pouvoir d'achat distribué ce qui conduisait à une situation de crise dans les secteurs où l'expansion et partant l'effort de productivité avait été la plus forte ces dernières années (il s'agit là d'un phénomène courant dans la production capitaliste).

Cette situation d'ensemble où s'entremêlaient des facteurs de récession et des facteurs d'expansion a conduit au développement progressif d'une récession qui ne touché que les secteurs où des facteurs particuliers intervenaient d'abord. Elle paraît menacer maintenant des secteurs plus larges de l'économie. Il est intéressant de reprendre brièvement l'analyse secteurs par secteur :

- Textile: Une évolution inexorable affecte tous les pays producteurs. Les achats de textile (surtout textile naturel) n'augmentent que très lentement dans le monde alors que la production, grâce aux progrès de la productivité augmente beaucoup plus vite. En FRANCE, un moment les commandes de l'armée ont masqué le phénomène, mais depuis quelques mois le marasme s'installe et il a toutes chances de durer. En NORMANDIE, en ALSACE, dans le NORD, des licenciements et des réductions d'horaires étaient courant même avant MAI. Mais l'emploi n'en était pas trop affecté parce que des reconversions donnaient du travail à la main d'oeuvre licenciée.

- Deux-Roues: là aussi, les goûts et les besoins évoluent. L'automobile mord de plus en plus sur les moyens de locomotion modestes. Là aussi les usines se concentrent, réduisent leurs effectifs ou se convertissent. Pour les scooters, divers éléments contraires se sont associés: maintien des jeunes en ALGERIE, augmentation de la T.V.A., permis et assurances obligatoires...

- Electro-Ménager: Les besoins sont loin d'être saturés. Mais la progression du premier semestre 1957 a été trop rapide (30% par rapport à l'année précédente). C'était l'époque, après l'affaire de SUEZ, des restrictions d'essence, des économies forcées sur les dépenses habituelles de motorisation: le pouvoir d'achat disponible s'est porté sur la télé, l'électro-ménager. Les menaces d'augmentation de la T.V.A. et de restriction du crédit, la dévaluation du franc ont accéléré les achats, et les vendeurs ont poussé à la roue. Résultat: 6 mois plus tard quand les mesures de restriction du crédit ont produit leur effet dans ce secteur où tout se vend à crédit, des licenciements: 270 à NEVERS, chez THOMSON-HOUSTON (frigidaires) 700 à GENNEVILLIERS chez GENERAL MOTORS (frigidaires) chez MORS (machines à laver), chez HOOVER (aspirateurs) chez ELECTRO-LUX (aspirateurs). Mais le gouvernement vient de faire machine arrière: diminution du taux de la T.V.A., abaissement du taux d'escompte. Depuis OCTOBRE les ventes ont repris légèrement, mais un retour à la "normale" ne pourra se faire que lentement.

- Aéronautique: c'est le "panier de crabes"; cette industrie travaille pour l'armée, elle a donc été affectée par les réductions budgétaires; mais aussi elle dépend des changements ministériels et peut être aussi d'impératifs de l'alliance atlantique. Suivant que les hautes sphères décident de fabriquer telle ou telle série, ou d'abandonner telle autre, on ferme une usine alors que telle autre travaille 52 heures... Les laboratoires DERVEAUX à MEUDON, payaient trop leur personnel au gré de la Chambre syndicale patronale qui s'est arrangée pour faire couper les crédits bancaires, ce qui a entraîné le licenciement total des salariés (1.200). Actuellement, il est question de réembaucher... au tarif de la chambre syndicale.

- Poids-lourds: cette industrie avait jusque récemment des commandes pour 5-6 mois. Mais BERLIET a réduit le travail de 46h15 à 42h30 depuis le 13 OCTOBRE dans ses usines de VENISSIEUX. Déjà on sentait un certain flottement dans les usines fabriquant des pièces détachées telle LAVALETTE à ST OUEN. Là aussi l'expansion accélérée des dernières années ne pouvait se poursuivre, le parc routier s'étant rajeuni.

- Automobiles: là aussi, après le "boom" du premier semestre 1958 (16% d'augmentation des ventes) tout recul ne pouvait que prendre des proportions très sensibles. Déjà l'on observe l'effondrement du marché d'occasion, le ralentissement des commandes, les réductions d'horaires.

Ce rapide examen de la situation ne permet pas d'apporter de conclusion précise quant à l'évolution de la crise. Trop de facteurs particuliers interviennent pour qu'on puisse "prédire l'avenir".

Pour le moment, il est faut de dire que nous sommes en période de "crise". Un rajustement est en cours, après les désordres et les excès des derniers mois. Mais il y a peu de risque pour que ce régime de rajustement dégénère en une crise importante du genre de celle de 1930 avec des millions de chômeurs.

Aiguillée par la nécessité de rattraper son retard par rapport aux autres grands pays industriels, l'économie française, même perturbée demeure, après avoir stagnée de 1929 à 1945, dans une situation d'expansion. L'ouverture du marché commun européen la place devant la perspective désormais proche d'une concurrence internationale accrue, et la contraint à poursuivre son effort de modernisation et d'équipement. Il lui faut abaisser ses coûts de production en accroissant la productivité et en abaissant si possible les salaires.

Cette situation pourrait conduire à un alignement sur les autres pays capitalistes (U.S.A. - GRANDE BRETAGNE) avec un horaire de travail moins élevé et une masse permanente de dizaines de milliers de chômeurs. D'autre part, les causes de récession continueront de jouer, même s'il est mis fin à la guerre d'ALGERIE, par l'effort d'investissement envisagé dans ce pays.

QUELLES SONT LES CONSEQUENCES PRESENTES DE CETTE SITUATION?

- Pour le patronat: on peut relever à la fois :

- une certaine attitude d'expectative qui peut être de nature politique (méfiance depuis les événements de MAI qui conduit à abandonner les projets, fléchissement de travail des bureaux d'étude), ou de nature économique (désarroi devant la récession).

- une utilisation immédiate de cette récession pour faire pression:

- contre le gouvernement pour obtenir le report de mesures défavorables (abaissement du taux d'escompte).

- contre les salariés pour réduire les coûts par un écrémage des heures les mieux payées, par une pression sur les salaires rendue possible par la "psychose" du licenciement qu'entretiennent par ailleurs les syndicats.

Mais en même temps, certains secteurs comme la sidérurgie, le pétrole, la chimie, les industries de biens d'équipement, ne ressentent aucun désarroi, de sorte qu'on peut penser qu'il n'y a pas d'attitude concertée du patronat face à la "crise", que si certaines industries cherchent des "solutions" à leurs difficultés, ou en prévision de difficultés, d'autres non touchées par la crise, utilisent une conjoncture "favorable" pour de meilleurs profits. D'après certains milieux patronaux, trop d'entreprises consentiraient des salaires "trop élevés".

- Pour la classe ouvrière:

Jusqu'à présent depuis dix ans, les travailleurs, encouragés par les syndicats, comptaient sur l'expansion et sur les heures supplémentaires, pour augmenter leurs salaires. L'amélioration du niveau de vie ressortait bien plus souvent de l'action individuelle que de la lutte collective. Le mode de rémunération des heures supplémentaires poussait dans cette direction. C'est à cette situation que le ralentissement actuel met brutalement fin.

Il en résulte pour le moment un désarroi évident parmi la classe ouvrière, désarroi d'autant plus sensible que les syndicats exploitent politiquement la "crise", en agitant le "spectre du chômage et de la misère" comme si l'on était à la veille d'une crise semblable à celle de 1930. Les mesures qu'ils proposent ne trompent personne; tout au plus l'institution du "fonds de salaire garanti", tend-elle à faire croire à une permanence de la crise. Patrons et syndicats se renvoient d'ailleurs la balle sur ce point.

Quels que soient les pronostics que l'on puisse faire, le fait essentiel est que la situation des salariés se pose en termes nouveaux. Dans la mesure où ils ne pourront plus résoudre le problème de leur niveau de vie, dans l'expansion par les heures supplémentaires, ils devront adopter d'autres méthodes de lutte.

Les salaires ne seront d'ailleurs pas seuls en cause, car le patronat s'appuyant sur la menace permanente du licenciement, en profitera pour pousser encore les cadences et le rendement.
